

Revenir à la vie Entrevue avec Pierre Rabhi

Jean-Claude Ravet

Numéro 780, septembre–octobre 2015

Danger : impasse du progrès

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78861ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ravet, J.-C. (2015). Revenir à la vie : entrevue avec Pierre Rabhi. *Relations*, (780), 23–25.

Revenir à la vie

Entrevue avec Pierre Rabhi

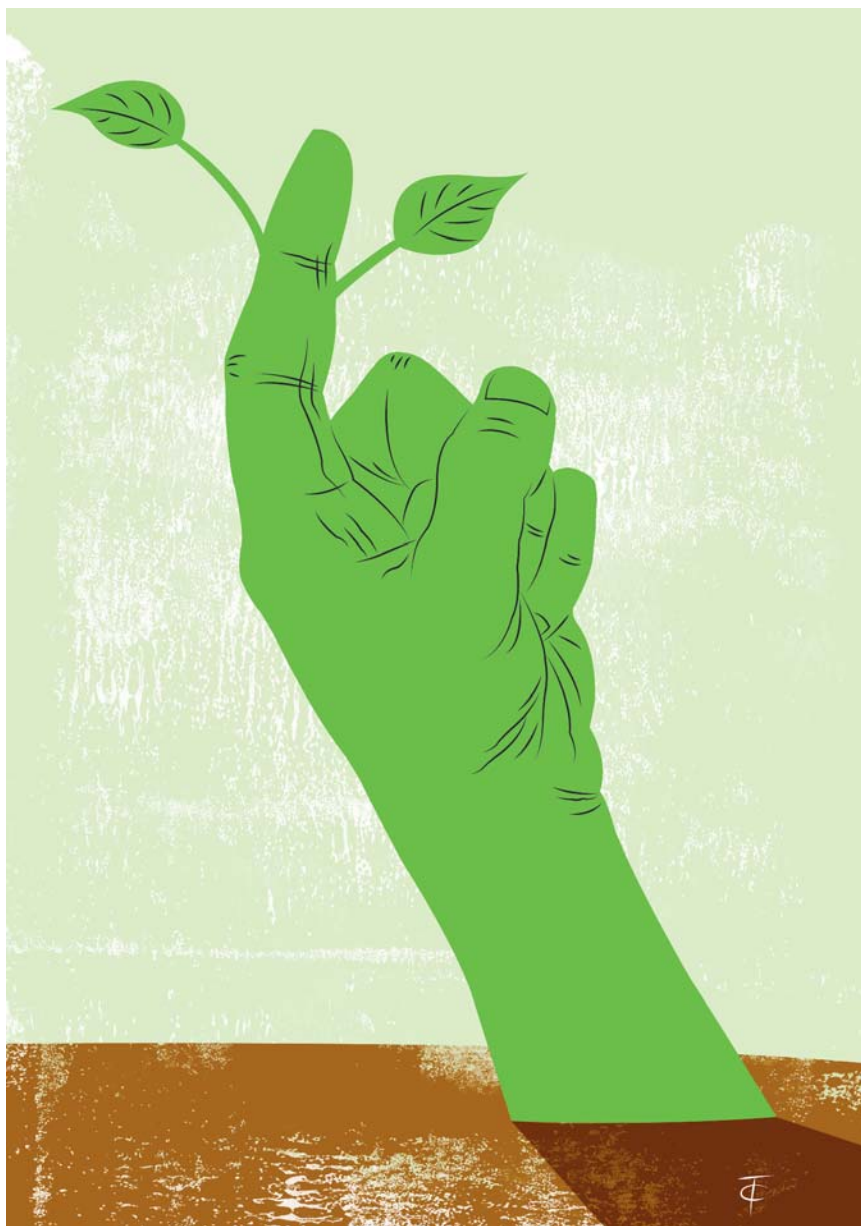
Écrivain et philosophe d'origine algérienne, Pierre Rabhi est l'initiateur, en France, du Mouvement Colibris, qui œuvre pour une société écologique fondée sur une relation harmonieuse avec la nature. Depuis les années 1970, il promeut l'agro-écologie. En Afrique, celle-ci a contribué à lutter contre la désertification et à redonner aux paysans appauvris leur autonomie alimentaire, tout en préservant leur patrimoine nourricier contre l'emprise de l'agro-industrie.

Relations : Nombreux sont ceux qui voient dans le progrès la solution à la crise écologique et économique actuelle, et notamment au sous-développement du Sud. Que pensez-vous de cette promesse ?

Pierre Rabhi : Il faut avant tout préciser ce qu'on entend par progrès et développement. La notion de progrès qui s'est imposée en Occident est tributaire d'une conception « prométhéenne » de l'évolution, selon laquelle l'être humain tend à s'affranchir des lois contraignantes de la nature pour créer un monde à sa convenance. Elle est essentiellement fondée sur des avancées technologiques. Grâce à elles, l'être humain semble en mesure de déterminer son destin sans tenir compte de rien d'autre que lui-même. Cette vision d'une technologie triomphante, « émancipatrice », va s'imposer en uniformisant et aplatisant la diversité culturelle, renforçant ainsi la mainmise du progrès technique sur notre monde.

Rappelons que le modèle de société qui s'est constitué sur la base de cette notion de progrès, que l'Occident prétend « universelle », a été rendu possible par la conquête et la colonisation des territoires du Sud, et le pillage généralisé de ses ressources. Comment peut-on alors imaginer que le mode de vie occidental puisse être adopté par l'ensemble de la planète ? Pour cela, il faudrait drainer les ressources de plusieurs planètes comme la Terre.

Il ne peut y avoir de croissance illimitée sans épuisement dramatique. Le modèle de développement actuel est en train de vider les ressources maritimes et terrestres, d'épuiser le sol, de contaminer l'air, de polluer les mers, et ce, au bénéfice d'une infime minorité. Un cinquième à peine de l'humanité consomme 80 % des ressources planétaires. Cette disparité scandaleuse évacue évidemment toute idée de partage et d'équité. Ce modèle est non seulement chimérique mais criminel.



De plus, la conception du progrès qui s'est imposée en Occident a évacué le lien fondamental entre l'humanité et le vivant. On s'est efforcé de *dominer* le monde, en oubliant que nous en faisons partie, qu'il fallait d'abord apprendre à *l'habiter* humainement. Le paradigme technoscientifique et marchand dominant nous éloigne toujours un peu plus de la source de la vie elle-même. Prenons la question de l'eau. Elle ne peut être réduite à un simple problème extérieur à nous : nous sommes constitués de 60 % d'eau. Parler de l'eau, c'est donc parler aussi de nous-mêmes. Le clivage entre nature et humanité a été très préjudiciable aux comportements et à l'évolution humaine sur la planète. Au lieu de voir cette dernière comme une magnifique oasis dont il fallait prendre soin, au milieu d'un immense désert sidéral, elle a été perçue comme un pur gisement de ressources à exploiter, jusqu'à l'épuisement du dernier poisson, du dernier arbre. Cette manière de faire, qui donne à l'argent plus de valeur qu'à la vie elle-même, est un comportement pathologique qui menace la vie, au nom du lucre et de la puissance.

Christian Tiffet,
Symbiose, 2015

Christian Tiffet, *Puissance destructrice*, 2015



Ce « progrès » fondé sur l'illusion d'une croissance économique infinie condamne les gens des pays prospères à la consommation d'anxiolytiques tandis qu'il condamne à l'indigence une grande partie de la population du Sud. Une pseudo-richesse extérieure masque une misère intérieure. Pourtant, nous sommes tous appelés à la joie d'exister. C'est là, me semble-t-il, le bien suprême qu'il faut rechercher. Le sentiment profond de se sentir en harmonie avec soi-même, avec ce qui nous entoure et avec l'univers. C'est là l'accomplissement le plus puissant que l'on puisse vivre.

C'est donc à une autre conception du progrès, qui nous rapproche de la terre et des sources mêmes de la vie, et préserve la beauté de la nature, qu'il faut revenir. Car celle qui domine actuellement est à l'origine de la crise écologique qui pourrait devenir catastrophique pour l'humanité.

Rel. : Votre expérience d'agriculteur sur une terre aride de l'Ardèche vous a conduit à l'agro-écologie, qui est, selon vous, une voie de développement authentique pour les pays du Sud. Pouvez-vous nous en parler ?

P. R. : Le botaniste Jean-Marie Pelt et moi avons écrit *Le monde a-t-il un sens ?* (Fayard, 2014) pour essayer de comprendre comment la vie s'est développée sur Terre. Pelt y fait bien ressortir que les principes de coopération, d'interdépendance et d'associativité sont des dimensions constantes de la vie. La pérennité de la Terre tout entière est à cette condition. Or, l'être humain, malheureusement, choisit actuellement la voie de la dégradation et du gaspillage, infligeant à la Terre des poisons, des pesticides et des engrais chimiques de synthèse qui menacent l'équilibre naturel de la vie.

L'agro-écologie se base sur l'intelligence de la vie et le respect des équilibres biologiques. Elle s'inspire du cycle coopératif de la vie tel qu'il se manifeste, par exemple, dans le phénomène forestier : les arbres poussent, les feuilles

tombent, entrant dans un processus de décomposition pour obtenir un élément clé sans lequel la vie s'arrêterait : l'*humus*. Ce n'est pas pour rien que ce mot est à la racine du mot *humanité*. L'usage de l'humus, généré à partir de techniques de compostage des déchets organiques, est central en agro-écologie, en tant que source privilégiée d'enrichissement des sols. C'est ainsi que cette agriculture est à même de produire une nourriture saine, de haute qualité nutritive, tout en améliorant la fertilité du sol et en réduisant considérablement la pollution de l'environnement causée par les pesticides et les engrais chimiques. Ce n'est pas une simple technique, car tout en mettant à contribution la science et le savoir-faire technique, elle vise aussi à inciter les êtres humains à coopérer avec les lois de la vie et à prendre en compte l'environnement dans son ensemble : la gestion des sols, le reboisement, la lutte contre l'érosion, la préservation de la biodiversité, les besoins sociaux et économiques des agriculteurs, etc.

Des milliers d'agriculteurs en Afrique, entre autres, commencent à pratiquer l'agro-écologie. Dans les zones arides du Sahel, notamment, gravement affectées par la dégradation des sols et le manque d'eau, elle a permis une augmentation considérable de la production alimentaire, en plus de fertiliser les sols. Récemment, des représentants d'une dizaine de pays réunis dans un congrès africain ont reconnu qu'elle représentait un élément clé dans la lutte contre la faim, pour l'autonomie alimentaire et la préservation du patrimoine nourricier. En plus de revitaliser les sols et de valoriser les eaux pluviales, l'agro-écologie répond aux besoins économiques des paysans les plus démunis qui composent une grande partie de la population mondiale, en les rendant moins dépendants d'engrais et de pesticides de synthèse coûteux et dangereux pour la santé et l'environnement.

Cela fait bien sûr rugir les tenants d'une agrobusiness centrée sur les monocultures intensives, car on remet en question leur système qui est un véritable attentat contre l'humanité. On est en effet en train de confisquer à l'humanité sa capacité de répondre à ses nécessités vitales, en introduisant des chimères technoscientifiques à seule fin de cupidité. Si l'État était moins en accointance avec les lobbys financiers et plus au service de la population, il y mettrait fin. Tout ça met en évidence que le sort collectif de l'humanité est aujourd'hui en très grand danger. Un danger qu'elle n'a probablement jamais eu à affronter à une échelle si terrifiante.

Rel. : Lorsque vous vous êtes présenté comme candidat aux élections présidentielles françaises de 2002, vous avez appelé à «l'insurrection des consciences». Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

P.R. : Les gens sont de plus en plus conscients des enjeux et de la nécessité d'agir. La dénonciation doit aller de pair avec l'action innovatrice de façon à construire un monde plus réaliste sur la base de l'associativité, de la coopération et de l'interdépendance des êtres humains entre eux et avec la nature, et non pas sur celle de l'antagonisme et de la compétitivité, comme c'est le cas actuellement.

Il nous faut envisager un changement radical dans la manière de concevoir la vie en société et l'économie en particulier. Dans le système actuel, l'être humain est devenu contingent : peu importe la vie humaine du moment que la pseudo-économie au service d'une infime minorité s'accroisse. Ce qui compte, ce n'est pas la vie ni le bien-être, c'est d'accumuler toujours plus d'argent au point de préférer la spéculation à l'économie réelle. Une clique de milliardaires détermine le destin collectif. Reprendre en main notre destin ne peut se faire sans remettre en question les règles du jeu actuelles dictées par la croissance et le profit.

Bonifier les mesures environnementales est important, mais cela ne suffira pas, car celles-ci peuvent très bien être détournées ou mises au service de la prédation, on le voit avec le capitalisme vert. Le parti pris écologique, au contraire, exige de se reconnaître tout un chacun comme partie intégrante du vivant. Nous appartenons à la nature. L'être humain s'est octroyé un statut particulier qui l'a coupé du reste du monde et de la vie. Au lieu de prendre soin, d'aimer et d'honorer la vie, il a préféré la dominer, voire la détruire, l'enlaidir. Au lieu d'être reconnaissants de la chance d'habiter ce monde vivant, d'être conscients de vivre, nous semons la mort pour montrer notre supériorité.

Si des extraterrestres nous observaient, ils ne pourraient conclure que l'être humain est intelligent. Nous sommes en train de détruire notre magnifique planète. Nous donnons priorité à la violence, à la guerre, à l'enrichissement de quelques-uns, préférant construire des armes nucléaires à secourir la détresse humaine. Est-ce là signe d'intelligence ? N'est-ce pas plutôt signe de démente ? Nous avons confondu l'intelligence avec les aptitudes techniques. Celles-ci

sont, en effet, admirables. Mais l'intelligence, c'est autre chose ; elle est étroitement liée à un sentiment d'appartenance à la Terre et est tout entière tournée vers le respect de la vie qui nous a été donnée.

Cette intelligence de la vie, je la vois à l'œuvre dans de multiples initiatives de la société civile. Elle s'exprime dans la volonté de beaucoup de gens de se soigner, de se nourrir, de produire *autrement*. L'ampleur de la crise actuelle a contribué à l'éveil de la conscience et du sentiment de responsabilité personnelle et collective de devenir des agents de changement. Mais comme ces initiatives citoyennes sont dispersées, on a l'impression qu'elles sont rares. C'est pourquoi j'ai l'intention prochainement de convoquer un forum civique national, en France, pour offrir un espace d'expression nationale à ces initiatives créatives, porteuses d'espoir, et lutter contre le pessimisme ambiant.

La véritable politique, celle qui concerne la recherche collective du bien-être des collectivités, se joue souvent ailleurs que dans les espaces politiques officiels, où nos dirigeants ne pratiquent, à mon avis, que de l'acharnement

Le parti pris écologique exige de se reconnaître tout un chacun comme partie intégrante du vivant. Nous appartenons à la nature. L'être humain s'est octroyé un statut particulier qui l'a coupé du reste du monde et de la vie.

thérapeutique sur un modèle à l'agonie, car ils sont inféodés aux puissances de l'argent qui en tirent malgré tout profit. Cela ne nous relève évidemment pas pour autant de notre responsabilité d'infléchir les politiques gouvernementales pour qu'elles soient au service du bien commun et de la vie. Mais le changement doit être personnel autant que collectif. Car il ne faut pas s'illusionner : on peut manifester contre la destruction de la planète et rentrer chez soi et pourrir la vie des personnes qui nous entourent. Changement social et changement individuel doivent aller de pair, sans quoi nous échouons constamment.

Cette exigence, j'ai coutume de l'illustrer par une légende autochtone. Un jour, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux, terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! » Et le colibri de répondre : « Je le sais, mais je fais ma part. »

Cette part du colibri, c'est la nôtre. Là où je suis, il me faut faire ce que je peux – ma petite part – pour le changement du monde. En cohérence avec la vie, avec moi-même. Là se trouve la source de la joie de vivre. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET